

# **AMENAGEMENT DE BELVEDERES ET D'UNE PASSERELLE**

**Règlement de consultation**

**Marché conception-réalisation  
selon procédure MAPA**

**Date et heure limites de remise des candidatures : 07 juin 2024 à 12h00**

## NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Mairie de Bar sur Aube

Place Carnot 10200 Bar sur Aube

Responsable du marché : Mr Philippe BORDE maire de la ville de Bar sur Aube

### 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché porte sur la conception et la réalisation de belvédères le long de l'Aube, Boulevard Victor Hugo, et d'une passerelle permettant de relier le parc DAVOT au parc de la Gravière. Ces équipements devront être accessibles à tous les publics.

La présente consultation a pour objet de sélectionner l'équipe allant concevoir et réaliser ces deux équipements.

### 2. TYPE DE CONSULTATION

Ce marché public de conception-réalisation est passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et L.2171-2 du code de la commande publique.

Toutes les précisions sont données par la suite quant aux modalités de la consultation.

Dans le respect des articles L.2194-1 et 2 et R.2194-1 à 4 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié en cours d'exécution par le pouvoir adjudicateur, afin d'adapter les prestations initialement demandées en cours de réalisation du marché si cela s'avérait nécessaire. Toutes les précisions sont données par la suite quant aux modalités du marché.

Les procédures d'ouverture de l'enveloppe contenant les candidatures et les offres sont réalisées par le maire ou ses services ou par un prestataire, délégataire de cette mission dans le cadre de son marché.

Le maire ou ses services ou un prestataire, délégataire de cette mission dans le cadre de son marché procède ensuite :

- à l'analyse des candidatures, décide de leur éventuelle élimination ; puis, parmi les candidatures retenues, le maire ou un prestataire, délégataire de cette mission dans le cadre de son marché analyse les offres.

- **Conformément à l'article R 2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négociation technico-commerciale, avec tous les candidats de chaque lot suite à une première analyse des offres. Toutefois, il se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.**

L'objet de la négociation peut porter sur les points suivants :

- le contenu de l'acte d'engagement (prix de la solution de base, prix des solutions complémentaires ou alternatives, prix des variantes), le contenu de la décomposition du prix forfaitaire (sous-détails de prix, quantités),
- le contenu du bordereau des prix unitaires,
- le contenu du détail estimatif,
- le contenu du CCAP,
- le contenu du mémoire technique,

Le maire ou ses services ou un prestataire informe du début de la procédure de négociation et de ses modalités par un courrier adressé aux 2 meilleurs candidats via la plateforme xmarches. Ce courrier est accompagné d'une liste de questions identiques qui seront évoquées aux candidats pour cette négociation. Les négociations informelles peuvent s'effectuer par écrit ou lors de réunions individuelles. Le procès-verbal permet, quant à lui, garder une trace écrite des points négociés.

Les modalités de la négociation doivent respecter le principe fondamental d'égalité de traitement des candidats aux marchés publics.

Au terme du jugement des offres, le marché est attribué par le maire.

Le maire ou ses services ou un prestataire peut également déclarer la procédure de passation, infructueuse motivée soit par l'absence d'offres régulières, soit par l'absence d'offres conformes aux crédits budgétaires votés par l'assemblée délibérante.

Si la procédure est déclarée infructueuse, le maire ou ses services ou un prestataire peut relancer une procédure de passation en respectant des modalités de passation identiques à celles prévues pour la procédure initiale.

Le maire ou ses services ou un prestataire peut également déclarer la procédure de passation sans suite pour un motif d'intérêt général.

La mairie de bar sur aube étant engagé dans une démarche de développement durable et d'éco-responsabilité, l'offre proposée par les prestataires devra intégrer la prise en compte de cette démarche.

## **2.1 - LOTS – TRANCHES**

Lot 1 : belvédères Boulevard Victor Hugo

Lot 2 : passerelle parc DAVOT

Le présent RC concernant les lots 01 et 02.

## **2.2 - VARIANTES - OPTIONS**

Des variantes pourront être proposées par les prestataires, concernant des prestations qu'ils jugent utiles à l'exécution optimale de la mission.

## **3. PUBLICATION**

Site profil d'acheteur : [www.xmarches.fr](http://www.xmarches.fr)

## **4. DUREE DU MARCHE**

La durée du marché est de 8 mois à compter de sa notification. La mairie de bar sur aube souhaite que la réalisation de l'aménagement des belvédères soit terminée pour le mois de février 2025 au plus tard

## 5. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

Les prix sont fermes et définitifs.

Le mode de règlement est le virement administratif avec délai de paiement fixé à trente (30) jours maximum pour les acomptes et le solde.

Le candidat est informé qu'une avance de 10 % est prévue si le montant du marché ou du lot excède la somme de 50 000 euros hors taxes et s'il comporte un délai d'exécution supérieur à deux mois. Dans le cas où le candidat renoncerait au bénéfice de cette avance, il cochera la case correspondante dans l'acte d'engagement.

## 6. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des propositions est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

## 7. LE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

### 7.1 - COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- ▢ le présent règlement de consultation (RC) ;
- ▢ l'acte d'engagement (ATTRI1) ;
- ▢ la lettre de candidature (DC1) ;
- ▢ la déclaration du candidat (DC2) ;
- ▢ le dossier annexe 1 servant de cahier des charges (CC) :
  - Les déclarations préalables
  - L'étude géotechnique G1 + G2 AVP
  - Le dossier loi sur l'eau
  - Les plans topographiques

Le CCAG applicable aux marchés publics de Travaux (arrêté du 30 mars 2021) s'applique au présent marché.

Ces pièces prévaudront sur toutes autres pièces (contrat etc.) prévues et utilisées par le prestataire.

### 7.2 - RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Retrait sur la plateforme de dématérialisation : le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable sur le site Internet [www.xmarches.fr](http://www.xmarches.fr)

### 7.3 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date

## **8. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Pour cette consultation, le maître d'ouvrage a souhaité procéder en 1 étape : une remise d'offre qui permettra de choisir le prestataire final.

## 9. CANDIDATURES

### 9.1 - CONDITION D'ENVOI ET DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES

Les opérateurs économiques devront obligatoirement remettre leur candidature par voie électronique et exclusivement sur le profil acheteur de l'établissement avant la date et l'heure limite de réception des offres, à l'adresse suivante : [www.xmarches.fr](http://www.xmarches.fr)

Aucune autre forme de transmission par voie électronique (ex : par courrier électronique) ne sera acceptée.

La procédure ci-après décrite est passée en application du Code de la Commande Publique relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Pour la remise de leur réponse et afin de garantir au mieux le bon déroulement de la procédure dématérialisée, les candidats devront impérativement tenir compte des indications suivantes :

- ✓ formats compatibles que la Ville peut lire :
  - o PDF,
  - o XLS, PPT et DOC d'une version Ms-Office® supérieure à la version 97 ;
  - o ZIP (lisibles par WINZIP) ;
  - o RTF ou TXT.
- ✓ formats que le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser :
  - o EXE.
- ✓ outils que le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser :
  - o macros.

Dans l'hypothèse où le candidat transmet un document numérisé à partir d'un support papier, il s'assure que la définition de la numérisation est suffisante pour en garantir la lisibilité.

Les candidats s'assureront, avant la constitution de leur pli, que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Pour ce faire, tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat, par un anti-virus à jour. Conformément au décret, la réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de la candidature ou de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Le soumissionnaire en accepte explicitement l'horodatage proposé ou devra renoncer momentanément à déposer son pli par voie électronique.

La date limite de réception des candidatures est fixée au **07 juin 2024 à 12h00**.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré ou qui parviendraient après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ne seront pas retenus.

### 9.2 - CONSTITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

La candidature comprend :

- la lettre de candidature (DC1) dûment complétée ;
- la déclaration du candidat (DC2) dûment complétée et **les documents justificatifs demandés** ;
- une attestation, signée par les services fiscaux, de non assujettissement à la taxe sur la valeur

- ajoutée si l'organisme ne facture pas de taxe sur la valeur ajoutée ;
- ☐ Copie du (des) certificat (s) de qualification professionnelle ou références équivalentes.
- ☐ Attestation d'une compagnie d'assurance certifiant qu'elle garantit les conséquences pécuniaires des responsabilités civile et décennale que l'entreprise peut encourir à l'occasion de l'exécution des prestations et indiquant le montant et la durée de ces garanties.
- ☐ un RIB ou RIP.

Sera à fournir par le candidat retenu :

- ☐ Attestation relative à la lutte contre le travail dissimulé
- ☐ l'état annuel des certificats reçus NOTI 2 ou les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents ou une attestation sur l'honneur prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

**Dans tous les cas, la candidature comprend obligatoirement :**

- ☐ une présentation synthétique de l'entreprise, et moyens humains et matériels avec le CV détaillé des personnes constituant l'équipe complète (conception et fabrication),
- ☐ des références de réalisations pertinentes, si possible récentes et communes : maximum 5 références, 2 pages maximum par référence,
- ☐ des photographies, croquis, extraits de documents de travail permettant au pouvoir adjudicateur de juger des capacités et des moyens des candidats de concevoir et réaliser un tel mobilier : 5 pages maximum,
- ☐ un texte d'appréhension de la commande et de regard sur les sites : 1 page A4 maximum

## 10. OFFRES

### 10.1 - CONTENU DES OFFRES

L'offre permettra au pouvoir adjudicateur de comprendre et de juger de la qualité du projet envisagé et du respect du cahier des charges. Les offres seront composées des pièces suivantes :

- ☞ l'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière (détail descriptif estimatif et/ou bordereau des prix) dûment complétés et signés ; L'annexe financière inclura les coûts de conception et de suivi du chantier. Il sera précisé la part pour les artisans et la part pour le concepteur au titre du suivi du chantier,
- ☞ pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre un DC4 « déclaration de sous-traitance » dûment complété (décret n°2019-259 du 29 mars 2019 relatif aux marchés publics),
- ☞ les autres pièces du marché datées et signées,
- ☞ **Un mémoire technique détaillant et produisant :**
  - ✚ L'organisation matérielle, la composition précise de l'équipe ainsi que les moyens techniques mobilisés pour le projet ;
  - ✚ Les références professionnelles, expériences, formation et fonction des intervenants en lien avec le projet, notamment leurs compétences en conception structure bois, scénographie/interprétation, réalisation travaux bois (charpente, menuiserie) ;
  - ✚ Une liste de références du candidat et de ses éventuels sous-traitants pour des missions semblables ;
  - ✚ Une description de la méthodologie et du déroulé proposés du chantier au regard des objectifs poursuivis détaillés, permettant de justifier la faisabilité de la proposition,
  - ✚ Le calendrier prévisionnel d'exécution, détaillant la durée de traitement de chaque phase de travail et de chaque station, que l'entreprise entend tenir pour répondre aux demandes du maître d'ouvrage.
  - ✚ La nature des matériaux utilisés et leur provenance,
  - ✚ Toutes autres pièces permettant de juger de la candidature et de l'offre, toutes observations qu'il peut émettre sur le cahier des charges et les éventuelles difficultés rencontrées,
  - ✚ La politique de développement durable de l'entreprise.

### 10.2 LANGUE DE REDACTION DES PROPOSITIONS

Les propositions et notices diverses doivent être rédigées en langue française.

### 10.3 UNITE MONETAIRE

Le candidat est informé que le pouvoir adjudicateur souhaite conclure le marché en euros.

## 11. ADMISSION DES CANDIDATURES

Le jugement des candidatures sera effectué sur la base des garanties professionnelles, techniques (moyens...) et financières des entreprises. Entrera en ligne de compte la présentation du dossier de candidature qui doit faire ressortir des informations claires, simples et dénuées de toute ambiguïté.



## 12. JUGEMENT DES OFFRES

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Libellé</i>	100 %
4- Prix des prestations	30
5- Qualité technique et esthétique	60
6- Politique de développement durable	10

### 12.1 CRITERE QUANTITATIF FINANCIER (PRIX DES PRESTATIONS)

Les offres seront comparées sur la base de chacune des propositions détaillées dans l'annexe financière fournie par le candidat.

Le calcul de la note s'effectuera selon le respect de l'enveloppe financière définie au préalable.

Note sur 10 =  $10 \times (\text{prix défini au préalable} / \text{prix de l'offre examinée})$ .

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans le sous-détail d'un prix ou dans la proposition financière figurant dans l'offre d'un candidat, elles seront rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### 12.2 CRITERE QUALITATIF (QUALITE TECHNIQUE ET ESTHETIQUE)

La valeur qualitative de l'offre est jugée sur la base des pièces (cf. paragraphe 10), fournies par le candidat.

La note maximum pour ce critère sera de 10, décomposée comme suit :

- Insertion dans le site, design, esthétique (3/10),
- Qualité, type, proportion, robustesse, facilité d'entretien, confort d'usage, garantie des matériaux utilisés, conditionnement (3/10),
- Références du candidat sur des projets similaires, compétences mobilisées (2/10),
- Méthodologie proposée et calendrier (2/10),

### 12.3 POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Ce critère est jugé sur la base des pièces du mémoire technique (cf. paragraphe 10), fournies par le candidat.

La note maximum pour ce critère sera de 10, décomposée comme suit :

- Origine des matériaux travaillés, absence de traitements chimiques (3/10),
- Partenariat avec des filières de matériaux locaux et de savoir-faire (4/10),
- Recours aux circuits-courts, limitation du bilan carbone de l'ensemble de l'opération (3/10)

### 12.4 NOTE FINALE POUR LA SELECTION

Les notes obtenues pour les trois critères seront pondérées par le coefficient du tableau de pondération ci-dessus.

Le calcul de la note finale s'effectuera donc de la manière suivante :

**Note finale = note critère n°1 x 30% + note critère n°2 x 60% + note critère n°3 x 10%**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servis à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

L'offre retenue est l'offre qui a obtenu la meilleure note, appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessus avec leur pondération.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats des articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique, dans le délai de **10 jours** imparti par la personne responsable du marché.

Conformément aux articles L.2141-8 du code de la commande publique, les renseignements erronés ou inexacts portés sur les documents produits par le candidat pourront entraîner la résiliation du marché.

### **13.CONDITIONS FINANCIERES**

L'ensemble de la conception et de la réalisation de ces équipements devra être contenu dans un budget de 452 000 € HT maximum. Ces montants incluent la totalité des prestations (dont : études de sol, plans d'exécution, structures, planchers, gardes de corps, suivi des chantiers, ect...)

### **14. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour les questions tant d'ordre administratif que technique, la demande devra être faite par le profil d'acheteur en utilisant la rubrique prévue à cet effet.

Les questions devront être formulées au plus tard 5 jours calendaires avant la date de remise des offres. L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il ne sera répondu à aucune question formulée par voie orale.

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

- Tribunal administratif :

Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne  
25 rue du Lycée - 51036 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX